



Ouvrir pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Tables rondes sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire au vingt et unième siècle

Conseil des gouverneurs du FIDA, trente-deuxième session
Rome, 18-19 février 2009



Le nombre de personnes touchées par la pauvreté et la faim a augmenté, et le monde est maintenant confronté à une grave récession économique. Le changement climatique, la concurrence accrue pour la terre ainsi que la volatilité des prix des produits alimentaires et des intrants ont une incidence néfaste sur les ruraux pauvres – femmes et hommes – des pays en développement et en particulier sur les ménages les plus démunis et les plus vulnérables. Parallèlement, dans le monde entier, les exploitants de fermes familiales, les communautés locales, les entreprises privées, les pouvoirs publics et les partenaires du développement apportent de nouvelles solutions à ces problèmes et de

nouvelles raisons de croire à un avenir où le monde serait libéré de la faim et de la pauvreté.

En vue de la publication, au cours de l'année 2009, du Rapport sur la pauvreté rurale, le FIDA tiendra trois tables rondes sur les défis et les possibilités concernant l'agriculture familiale, le mercredi 18 février 2009, à l'occasion du Conseil des gouverneurs. Les débats auront pour principal objectif de déterminer les politiques et stratégies susceptibles d'être adoptées au niveau national pour répondre aux besoins des petits exploitants. Les besoins en matière de recherche et de technologie pour faire progresser l'agriculture familiale seront également étudiés.

Table ronde I: Volatilité des prix des produits alimentaires – comment aider les petits exploitants à gérer le risque et l'incertitude

But de la table ronde: mettre en commun les données d'expérience et les connaissances quant aux mesures qui permettent effectivement de réduire les risques associés à la volatilité des prix, de manière à encourager les petits exploitants à investir.

Généralités: après une période de flambée des prix de la quasi-totalité des produits agricoles, un recul spectaculaire est constaté depuis août 2008, même si le niveau reste relativement élevé par rapport aux années précédentes. Dans le secteur commercial, les producteurs céréaliers ont réagi à l'envolée des prix en accroissant la production. La situation est cependant nettement différente dans bon nombre de pays en développement. Si l'on ne tient pas compte du Brésil, de la Chine et de l'Inde, la production céréalière des pays en développement a de fait reculé de 1,6% entre 2007 et 2008.

Les agriculteurs démunis de ressources ne sont guère en mesure de réagir rapidement lorsque les prix deviennent attrayants, et la volatilité des prix et le renchérissement des intrants constituent des défis de taille pour les femmes et les hommes en milieu rural, qui peinent à nourrir leur famille et à faire de la production agricole une activité plus rentable.

La volatilité des prix risque de persister à l'avenir, car le changement climatique accroîtra probablement l'incertitude concernant la production alimentaire, en particulier dans les pays à basse latitude. Cette perspective ne peut que dissuader les petits exploitants – qui pâtissent déjà du renchérissement des intrants (engrais, par exemple) et des coûts de transport – d'effectuer les investissements nécessaires dans le secteur agricole. Selon les projections, la population mondiale passera de 6,6 milliards en 2007 à près de 9,2 milliards d'ici à 2050, ce qui aura des répercussions sur la demande de nourriture et de biocarburants. Il est donc essentiel de favoriser des politiques à même d'encourager les investissements et d'accroître la productivité agricole, en particulier parmi les petits exploitants.

Il convient de trouver des solutions novatrices pour atténuer l'impact de la volatilité des prix sur les petits producteurs agricoles et permettre à ceux-ci de répondre à la demande croissante de nourriture, d'aliments pour animaux et de carburant.

Questions susceptibles d'orienter le débat:

- Comment la volatilité des prix des produits alimentaires sur le marché international s'est-elle répercutée sur les marchés intérieurs et sur les petits exploitants ces deux dernières années?
- Comment la volatilité des prix affecte-t-elle les décisions relatives aux investissements des producteurs ruraux et quelles en sont les conséquences pour la sécurité alimentaire des ménages?
- Quelles mesures ont été prises avec succès par les pouvoirs publics, les organisations paysannes et le secteur privé pour atténuer la volatilité des prix sur les marchés intérieurs et réduire son incidence négative sur les producteurs tout en encourageant les petits exploitants à investir?

Table ronde II: La demande accrue de terres – risques et possibilités pour les petits exploitants

But de la table ronde: étudier les risques, les possibilités et les politiques nécessaires du fait de la demande accrue de terres pour l'agriculture commerciale et l'impact qu'elle pourrait avoir sur les populations rurales pauvres, en particulier les petits exploitants et les éleveurs nomades.

Généralités: ces dernières années, la demande de terres émanant d'investisseurs étrangers et nationaux s'est accrue rapidement dans les zones rurales des pays en développement. L'ampleur et la nature de cette demande ne sont pas encore bien comprises. Au départ, la demande de terres, des investisseurs tant publics que privés, était motivée par la production de cultures de rapport. Avec la crise de l'énergie, les grandes plantations d'agrocarburants sont devenues une option attrayante. Dernièrement, du fait des crises alimentaire et financière, des pays riches ou en transition tributaires des importations vivrières ont cherché à investir dans les terres agricoles à l'étranger aux fins de production vivrière pour garantir la sécurité alimentaire de leur population. En outre, les cultures vivrières sont de plus en plus perçues comme un important créneau d'investissement par les entreprises alimentaires et les investisseurs privés.

La communauté internationale craint de plus en plus que cette augmentation rapide de la demande ne mette en péril la sécurité alimentaire et les droits sur la terre et l'eau des populations rurales pauvres et des communautés autochtones. Autre sujet de préoccupation, la surexploitation des terres pourrait exacerber les problèmes écologiques. Dans le même temps, ces investissements accrus dans les zones rurales des pays en développement pourraient contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Pour réduire au minimum les risques, protéger les droits fonciers des pauvres et exploiter au mieux les possibilités, il est nécessaire de définir des lignes d'orientation et des meilleures pratiques et de mettre en place des partenariats mutuellement bénéfiques entre investisseurs privés, communautés rurales et gouvernements.

L'expérience montre que les partenariats entre communautés et investisseurs ne sont fructueux que si les politiques et les lois reconnaissent les droits coutumiers et autochtones sur la terre. Il faut soutenir davantage des systèmes d'enregistrement des terres appropriés, abordables et accessibles pour préserver les droits des petits producteurs et des communautés autochtones. Ces communautés et producteurs ont en outre besoin d'un appui pour participer davantage à la planification de l'aménagement des terres ainsi que pour déterminer leurs besoins et y répondre de manière à mieux tirer parti des opportunités commerciales.

Questions susceptibles d'orienter le débat:

- Quelles sont les incidences sur les communautés rurales de la demande croissante de terres pour la production à grande échelle de nourriture ou de carburant? Les populations rurales pauvres sont-elles perdantes en termes de droits sur la terre et l'eau? Les petits producteurs satellites ou les agriculteurs sous contrat sont-ils gagnants? Les populations rurales pauvres profitent-elles des nouvelles possibilités offertes sur le plan de l'emploi et de la commercialisation? Existe-t-il des exemples montrant qu'elles en ont tiré des avantages considérables? Quels enseignements pouvons-nous en tirer?
- Quelles sont les caractéristiques des investissements de grande ampleur qui se sont traduits par des avantages pour toutes les parties? Quel est le contexte politique de ces expériences? Quel a été le rôle de la société civile? Les communautés rurales ont-elles été impliquées? Quels autres aspects spécifiques peuvent être identifiés? Quelles sont les caractéristiques des meilleures pratiques qui ne cessent d'évoluer?
- Que peuvent faire les diverses parties prenantes (pouvoirs publics, société civile et investisseurs) pour mettre au point des mécanismes transparents et solidaires susceptibles d'orienter et de gérer les investissements dans l'agriculture? Comment une organisation comme le FIDA peut-elle se rendre utile à cet égard?

Table ronde III: Recherche et innovation en faveur des petits exploitants dans le contexte du changement climatique

But de la table ronde: mettre en commun les données d'expérience et les bonnes pratiques en matière de recherche agricole, pour renforcer les capacités des petits exploitants à faire face aux enjeux du changement climatique. Étudier comment les priorités de la recherche peuvent porter à la fois sur la résilience, l'adaptation aux changements au niveau local et l'accroissement de la productivité.

Généralités: les populations rurales pauvres des pays en développement sont les plus exposées aux effets du changement climatique. Les effets néfastes sur le rendement des cultures seront marqués, en particulier en Afrique subsaharienne et dans d'autres régions tropicales. La désertification et la dégradation des sols sont aggravées par la modification du régime pluviométrique, et les moyens d'existence des communautés côtières subissent les conséquences négatives de l'élévation du niveau de la mer. En de nombreux endroits, la productivité des ressources naturelles est compromise et la biodiversité risque d'être perdue à tout jamais.

Dans le monde entier, les agriculteurs et les éleveurs aux ressources limitées tentent de s'adapter aux variations des températures et du régime pluviométrique ainsi qu'aux nouvelles maladies végétales et animales. Les systèmes de recherche et d'innovation agricoles, qui s'appuient sur les connaissances et la capacité d'innovation des agriculteurs locaux, jouent un rôle fondamental pour aider les populations à s'adapter tout en améliorant leur productivité et leurs revenus.

Étant donné que les populations rurales gèrent de vastes étendues de terres et de forêts, elles tiennent une place centrale dans la gestion des ressources naturelles et la séquestration du carbone, habituellement sans indemnisation significative en contrepartie. Il faut étudier des stratégies permettant de mettre au point des systèmes qui rétribuent les communautés rurales en échange des services environnementaux qu'elles fournissent.

Le reboisement, les méthodes culturales de conservation du sol, la conservation des sols et des eaux et l'agroforesterie, la remise en état des terres dégradées et l'amélioration des pratiques de conduite de l'élevage sont quelques-unes des technologies qui réduisent l'exposition aux chocs et permettent de mieux piéger et stocker le carbone. Ce sont là autant de domaines dans lesquels le FIDA investit depuis 30 ans.

Le partenariat avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) dont la restructuration est en cours et le Système national de recherche agricole (SNRA) a un rôle important à jouer à cet égard. Il peut améliorer l'efficacité des programmes de recherche et de renforcement des capacités qui comprennent diverses parties prenantes (y compris les organisations paysannes et le secteur privé) et les échanges interdisciplinaires pour s'attaquer aux questions d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets – en se fondant sur les connaissances locales et en les associant à des travaux scientifiques formels de pointe. Parallèlement, l'aptitude des partenariats public-privé à mettre au point et promouvoir avec efficacité de nouvelles technologies doit être renforcée pour répondre à la demande de matériel végétal de variétés d'élite.

Questions susceptibles d'orienter le débat:

- Comment améliorer de manière significative les investissements dans la recherche agricole pour renforcer la résilience des petits exploitants face aux effets du changement climatique, accroître leur productivité dans un climat de risque et d'incertitude et contribuer à rétribuer les communautés pour les services environnementaux qu'elles fournissent?
- Comment amener la recherche internationale à se concentrer davantage sur les problèmes qui se posent dans les régions les plus exposées au changement climatique qui sont aussi les moins préparées sur le plan des capacités institutionnelles, et qui se trouvent pour la plupart en Afrique? Comment faire entendre les préoccupations des communautés rurales marginalisées de manière à ce qu'elles influencent les priorités en matière de recherche?



Fonds international de
développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Tél.: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

**Pour de plus amples
renseignements, prière de
contacter:**
Rosemary Vargas-Lundius
Coordinatrice des politiques,
Division des politiques
FIDA
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Tél.: +39 06 5459 2350
Courriel: r.vargaslundius@ifad.org